LE DEVOIR

Libre opinion

Trump et son attaque frontale contre les énergies renouvelables

Le préjugé du président états-unien à l’égard des énergies éolienne et solaire est irrationnel.

Photo: Brendan Smialowski Archives Agence France-Presse «Le préjugé de Donald Trump à l’égard de l’énergie éolienne est irrationnel», soutient l’auteur.

Yvan Cliche

L’auteur est spécialiste en énergie, fellow au Centre d’études et de recherches internationales de l’Université de Montréal (CÉRIUM).

Publié le 27 août 2025

Depuis sa campagne électorale et le début de son deuxième mandat, le président américain Donald Trump ne cache pas sa volonté de favoriser massivement les énergies fossiles, fidèle à son slogan provocateur : « *Drill, baby, drill* ». Ce qu’on prévoyait moins, cependant, c’est l’ampleur de l’offensive menée en parallèle contre les énergies renouvelables, en particulier l’éolien et le solaire.

Le 24 août, le *New York Times* révélait que le gouvernement Trump avait ordonné l’arrêt immédiat du chantier du parc éolien en mer Revolution Island, situé au large du Rhode Island. Pourtant, près de 70 % des 65 turbines prévues pour le projet porté par la firme danoise Orsted sont déjà installées. Ce blocage met en péril une capacité de production électrique suffisante pour alimenter 350 000 foyers au Rhode Island et au Connecticut.

Les motifs invoqués pour justifier cette décision restent flous, dissimulés derrière le vague prétexte de la « sécurité nationale ».

Le préjugé de Donald Trump à l'égard de l'énergie éolienne est irrationnel. Il prétend, sans preuve scientifique, que ces installations en mer nuiraient aux baleines. Son gouvernement multiplie les obstacles réglementaires et juridiques, en invoquant tantôt la protection des oiseaux, tantôt la sécurité aérienne, pour freiner ces projets.

Et pourtant, en Europe, les parcs éoliens en mer ont fait leurs preuves. Ils y sont considérés comme une technologie mature, fiable et maîtrisée, avec un premier parc en mer installé dès 1999 au Danemark. À l'échelle mondiale, on compte 83 000 mégawatts de capacité installée en mer. Ces parcs alimentent déjà plus de 70 millions de foyers, selon le Global Wind Energy Council.

L'énergie solaire n'échappe pas non plus à cette hostilité. Le 20 août, dans un de ses gazouillis loufoques, Trump a qualifié dans son réseau Truth Social ce type d'énergie d'« arnaque du siècle ».

À lire aussi
- Trump suspend les travaux d'un projet éolien extraterritorial presque terminé
- En Écosse, un Trump décomplexé impose sa «diplomatie du golf»
- Comment le budget Trump va-t-il influer sur le climat?

Ces attaques sont particulièrement incohérentes et improductives dans le contexte actuel de hausse subite de la demande en électricité aux États-Unis, tirée notamment par la prolifération des centres de données et le développement accéléré de l'intelligence artificielle. Loin d'être une arnaque, le solaire représente plus de la moitié de la capacité électrique installée dans le pays en 2025.

Par ailleurs, le prix du gaz naturel, principale énergie fossile utilisée dans la production d'électricité, est en hausse : selon l'Energy Information Administration, il passera de 3,20 $ en 2025 à 4,30 $ par million de BTU (*British thermal unit*) en 2026, en partie en raison des exportations croissantes de gaz naturel liquéfié.

À cela s'ajoutent des délais d'approvisionnement pour les turbines à gaz, jusqu'à sept ans, qui rendent d'autant plus essentiel le développement de toutes les formes d'énergie, a fortiori une énergie propre facile à installer, comme le solaire.

Malgré cette politique de blocage, le gouvernement Trump ne pourra probablement pas stopper entièrement l'essor des énergies renouvelables. Le marché et les États prennent le relais. À lui seul, le Texas, pourtant bastion républicain ayant voté à plus de 56 % pour Trump en 2024, est en voie d'ajouter près de 13 000 mégawatts de capacité solaire cette année. Cet État est, depuis l'an dernier, celui qui a développé la plus grande capacité de production d'électricité provenant de modules solaires aux États-Unis, devançant même la Californie.

Certes, l'hostilité de Donald Trump envers les énergies renouvelables freine considérablement les ambitions de décarbonation portées par la présidence Biden. Mais les réalités économiques fondées sur le marché et les prix constituent un contrepoids solide à cette politique agressive contre la transition difficile, mais nécessaire, vers des formes d'énergies moins dommageables pour l'environnement et le climat.

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse opinion@ledevoir.com. Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre Courrier des idées.